Réflexions de Jean-Louis Ernis au sujet du 17 novembre, et réponse de Jacques Cotta...

jeudi 8 novembre 2018, par Jacques COTTA, Jean-Louis ERNIS

Pour ma part, je suis plus que réticent quant aux actions spontanées, sans raisonnement de fond, via les réseaux sociaux. Ce mouvement du 17 novembre me fait penser à « Nuit debout » dont on attend toujours la suite et aux « Bonnets rouges » dont le résultat est que nos routes sont envahies de poids lourds de 44 tonnes y compris les routes de campagne.

La hausse des carburants est essentiellement due à la hausse des taxes fixées par le gouvernement.
Bien évidemment, l'écologie punitive doit être proscrite et combattue.
Mais que ferions-nous dans le cas d'une hausse du prix du baril due à des tensions politiques entre les pays producteurs ?

Avec ce qui se passe au Moyen-Orient sur le plan religieux, nous sommes peut-être à la veille d'une crise de grande ampleur, qui ferait exploser le prix de l'énergie fossile.
Le problème de fond est celui de l'éloignement du travail du domicile, consécutivement à la désindustrialisation de notre pays. Où en sont « les appelants du 17-11 » sur la question des trajets de plus en plus longs pour aller au travail ?

La République sociale ne sera pas sauvée par des actions de ce genre, dont les réseaux, qualifiés de sociaux, sont l'outil privilégié !
Les « appelants du 17-11 » ne sont-ils pas ceux qui promeuvent la fumeuse « économie collaborative » qui détruit le principe du salaire socialisé et fiscalisé, pilier de ce qui reste de notre modèle social ?

Par ailleurs, un mouvement appuyé par l'extrême droite, même si les « appelants du 17-11 » ne l'ont pas voulu, n'est pas sans risque. Quant à la FI, elle est de plus en plus incompréhensible.

Pour le 17, très peu pour moi.

Jean Louis Ernis
Le 5 novembre 2018

Réponse

Le 17 novembre intervient dans un contexte particulier qui lui donne une signification particulière. Nous sommes en réalité loin des questions mises en avant, notamment par Jean Louis Ernis dont je connais la détermination et la sincérité, ou encore par les porte-voix du gouvernement qui tentent d'en minimiser la portée : les « taxes » sur lesquelles il serait possible de débattre à perte de vue, « l'écologie », volontariste ou punitive, le contexte international et les tensions qui jouent sur le prix du baril, tensions politiques, économiques, militaires ou religieuses…

Tous ces arguments sont déjà mis en avant par Emmanuel Macron et son gouvernement pour remette en cause la mobilisation du 17. La prise de position de Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan devraient servir selon les communicants de l'Elysée de repoussoirs efficaces. Mais rien n'est moins sûr, car au départ, l'exaspération du peuple, indépendamment des sollicitations officielles, est à un niveau qui rend

imprévisibles les réactions populaires. Et c’est cela qui inquiète les uns, c’est cela qui encourage les autres.

Disons clairement les choses : aucune des véritables questions qui mériteraient discussion ne sont aujourd’hui au coeur du 17 novembre. Cela confirme d’ailleurs que dans leur grande masse les citoyens ne partent pas de questions idéologiques comme des militants pourraient le faire -pas toujours à raison- mais partent de la situation concrète dans laquelle ils se trouvent. Ne pas pouvoir se chauffer, ne pas pouvoir rouler, ne pas pouvoir s’éclairer, tel est le point de départ. A bas les taxes est le premier point d’arrivée. C’est ainsi que le mouvement concret se constitue, et c’est dans ce mouvement qu’il s’agit d’aborder les questions qui sont absentes : les salaires des uns, les profits des autres, le ruissellement et son échec, l’emploi sacrifié, les fonctionnaires virés et les services publics supprimés… Et pour rester au niveau de la voiture, les compagnies d’autoroute privatisée hier, qui devraient être re nationalisées sans rachat au compte de la collectivité… Tiens, renationalisation : parlons de l’énergie en général, de l’électricité et du gaz, bien commun élémentaire dont on ne devrait pas supporter le coût de l’actionnariat qui rend les factures impayables… Et si on parle de nationalisations, parlons de l’UE qui en interdit le principe, donc de la nécessité d’une rupture avec ces institutions politico-financières au service exclusif du capital financier…

L’amalgame des mécontentements possible le 17 novembre permettrait de faire éclore un certain nombre de ces questions, dès lors que le plus petit dénominateur commun de toutes les critiques, insatisfactions et mobilisations se nomme Emmanuel Macron… Voilà pourquoi si je ne peux partager le « très peu pour moi » de Jean Louis Ernis. Je n’accepte pas d’assimiler cette exaspération générale à la présence du RN notamment. Je ne peux me résoudre à dire qu’il fait chaud pour la seule raison que Marine Le Pen indique qu’il fait frais, lorsqu’il fait -10°….